

# LA CROIX

mercredi 3 juin 2020 — Quotidien n° 41722 — 2,10 €

**La crise du Covid-19**  
**La culture reprend sur un tempo irrégulier** P. 6-7

**France**  
**Après le coronavirus, les Ehpad redoutent des pics de chaleur** P. 9

**Monde**  
**L'impossible réforme de la police américaine** P. 12-13

**éditorial**

Dominique Greiner

## Vigilance démocratique

Le geste est assurément inédit : le président de la Conférence des évêques de France vient d'adresser une longue lettre ouverte au président de la République. En réalité, Mgr Éric de Moulins-Beaufort ne fait que répondre à l'invitation d'Emmanuel Macron qui, durant le confinement, a suggéré que les responsables des cultes et des sociétés de pensée apportent leurs contributions pour imaginer la société d'après la crise sanitaire.

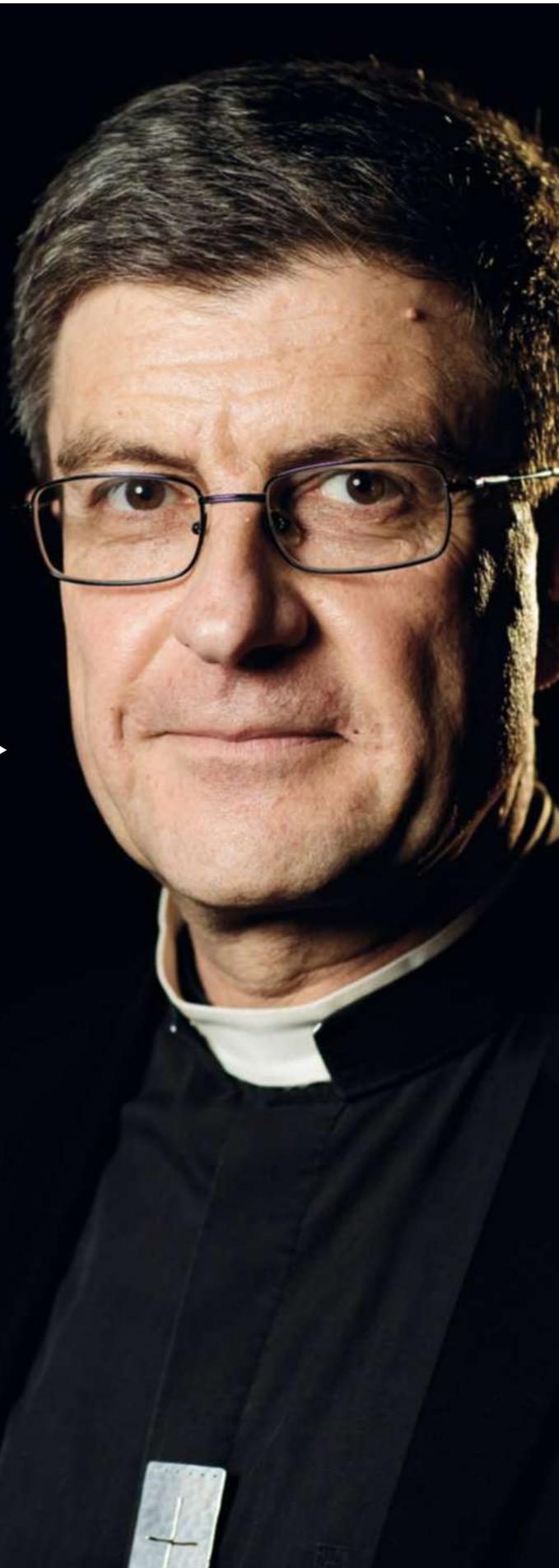
Une telle proposition ne se refuse pas, surtout au terme de deux mois d'interdiction de toute réunion imposée aux seuls « établissements de culte ». Deux mois au cours desquels les responsables catholiques ont eu le sentiment de ne pas être pris au sérieux dans leur capacité à prendre des décisions responsables pour éviter la contamination. « *Il ne s'agit pas pour nous de nous plaindre des restrictions imposées, mais de relever que l'État court toujours le risque de ne pas prendre les citoyens pour des personnes responsables* », écrit l'archevêque de Reims.

« *L'État bienveillant peut être au moins autant envahissant et disciplinaire que l'État totalitaire* », écrit-il encore plus loin, soulignant ainsi combien les libertés fondamentales, dont fait partie la liberté de culte, peuvent être insidieusement remises en cause sous couvert de sécurité publique. Ce qui oblige les citoyens à une vigilance redoublée dans les temps de crise, alors même qu'ils attendent beaucoup de l'État. Mais celui-ci ne peut pas tout, et lui-même doit « *être vigilant pour ne pas laisser entendre qu'il va assurer aux citoyens ce qu'il ne peut leur procurer : le bonheur, la tranquillité de l'esprit et du cœur, la joie intérieure...* » Cette mise en garde est salutaire pour la démocratie et la protection des droits de chacun. Et elle manifeste que l'Église catholique est capable de voir plus loin que ses seuls intérêts.

# «Monsieur le Président de la République...»

Le président de la Conférence des évêques de France, Mgr Éric de Moulins-Beaufort, adresse à Emmanuel Macron ses recommandations pour préparer l'après-Covid-19

P. 2 à 4



Mgr Éric de Moulins-Beaufort. Marc Bertrand/Challenges-REA

bayard

annonces légales p. 20  
136<sup>e</sup> année - ISSN 0242-6056 - Imprimé en France - Belgique : 2,20 € ;  
Canada : 6 \$ ; Espagne : 2,50 € ; Italie : 2,80 € ; Luxembourg : 2,20 € ;  
Maroc : 29 MAD ; Suisse : 3,90 CHF ; DOM : 2,70 €



M 00140 - 603 - F - 2,10 €



## penser le monde d'après

Après l'avoir remise au chef de l'État, le président de la Conférence des évêques de France fait paraître aujourd'hui la lettre qu'il lui a adressée.

Ce livre au ton personnel entend nourrir la pensée d'Emmanuel Macron sur les différents enjeux de société ouverts par la crise.

Soucieux également de faire entendre la voix de l'Église dans ces débats, de nombreux catholiques ont lancé des groupes de réflexion.

# Mgr de Moulins-Beaufort écrit au président de la République

— Dans un livre qui sort en librairie ce mercredi 3 juin, le président de la Conférence des évêques de France adresse une longue lettre à Emmanuel Macron.

— De cette manière, l'archevêque entend participer à la réflexion du monde de l'après-Covid-19.

« Mon rôle est d'apporter à un responsable politique de quoi

nourrir sa réflexion, en essayant de lui être utile, pour être utile au pays et à l'humanité entière. Je sème mon grain selon ce qui m'est donné. » Dans une longue lettre adressée au président de la République, Mgr Éric de Moulins-Beaufort veut faire

œuvre utile. Et montrer une Église ouverte, en dialogue avec l'État, traversée par un seul souci : le bien commun. Dans ce texte d'une



soixantaine de pages (1), l'archevêque de Reims ouvre des perspectives pour l'après-Covid-19. Il l'a travaillé notamment avec le conseil permanent de la Conférence des évêques de France (CEF).

Son initiative répond à l'interpellation d'Emmanuel Macron, formulée lors

d'une audioconférence organisée par l'Élysée le 21 avril, en temps de confinement. « Le président a demandé aux responsables de culte de partager leurs réflexions sur l'événement singulier qu'est la crise sanitaire que le monde entier traverse », confie Mgr de Moulins-Beaufort, qui a pris l'invitation au pied de la lettre. Le 15 mai, il avait déjà adressé une lettre au chef de l'État plaidant pour la reprise des cultes pour la fête de Pentecôte. Une deuxième audioconférence, prévue le 25 mai, n'a finalement pas eu lieu, interrompant en apparence le dialogue.

Il est vrai que la décision du Conseil d'État du 18 mai, demandant au gouvernement de revoir sa copie quant à l'interdiction des rassemblements culturels, a pu refroidir l'Élysée. La CEF n'avait



## repères

### L'Église pendant la crise

**17 mars.** La France entre en confinement. Les messes sont interdites mais les églises restent ouvertes.

**21 avril.** Audioconférence du président de la République avec les responsables des cultes.

**11 mai.** Première phase de déconfinement. Les rassemblements religieux restent inter-

dités jusqu'au 2 juin.

**18 mai.** Répondant à la saisine de catholiques, le Conseil d'État demande au gouvernement de revenir sur l'interdiction.

**23 mai.** Les messes sont de nouveau possibles, soumises à des contraintes sanitaires.

**28 mai.** La lettre de Mgr Moulins-Beaufort est remise à Emmanuel Macron.

**3 juin.** Elle est publiée sous le titre *Le matin, sème ton grain*.

« Dans notre pays, l'unité maintenue est particulièrement significative »

**EXTRAIT.** « J'ajoute en préambule un constat : nos sociétés sont restées en paix et l'humanité entière aussi. Peut-être une guerre commerciale et économique se prépare-t-elle, mais pour le moment aucune société n'a sombré dans la violence et aucun pays n'a profité du confinement généralisé pour s'emparer par la force d'une portion de territoire. À l'échelle de l'histoire humaine, une telle situation ne doit pas être si fréquente. Pour tous les humains, c'est un motif de soulagement et de fierté, de confiance aussi ; pour les croyants, d'action de grâce pour Dieu qui agit dans les cœurs et les esprits. Dans notre pays, l'unité maintenue est particulièrement significative alors que la fracture sociale est bien présente et que nous avons connu des tensions sociales fortes ces dernières années. »

pourtant pas crié victoire, soucieuse de préserver le dialogue, après une décision de justice provoquée par d'autres catholiques qu'elle. La lettre-programme de Mgr de Moulins-Beaufort s'impose comme une reprise en main de la parole catholique et la poursuite d'un dialogue voulu de part et d'autre.

Dans le chapitre intitulé « Liberté », le président de la CEF revient sur l'interdiction de rassem-

blements appliquée aux cultes et lance un avertissement : « L'État court toujours le risque de ne pas prendre les citoyens pour des personnes responsables. » Mais il n'est plus question de revendications : l'archevêque de Reims veut contribuer à la réflexion nationale, aussi bien politique que philosophique. Une initiative dans la droite ligne de la rencontre des Bernardins, le 9 avril 2018, lorsque Emmanuel Macron s'adressait aux ●●●



Mgr **Éric de Moulins-Beaufort à Lourdes, en novembre 2019.** Bob Edme/AP/Sipa



●●● catholiques: « *La République attend de vous que vous lui fassiez trois dons: le don de votre sagesse; le don de votre engagement et le don de votre liberté.* » Sans attendre la fin de la pandémie et d'une plume vive et personnelle, l'archevêque

de Reims déploie des pistes dans l'espoir, confie-t-il, d'une « *unité nationale plus forte* ».

Pour envisager l'avenir, l'archevêque de Reims fait d'abord mémoire de l'engagement sans faille des soignants mais aussi des « pe-

tits métiers peu estimés qui se sont révélés indispensables ». Il souligne encore ce « *temps suspendu* » que fut le confinement, à rebours de « *l'accélération constante du temps* »: « *Beaucoup ont entendu de nouveau les oiseaux et ont pu observer l'arrivée du printemps comme jamais au cours de leur vie.* » Et le président de la CEF suggère de garder les fruits de cette expérience en instaurant « *un vrai repos dominical qui soit un repos des personnes mais aussi des villes, de la terre, etc. (...) Je suggère, sans doute en un rêve éveillé, qu'une fois par mois un dimanche soit "confiné" partout dans notre pays.* »

Mémoire, encore, de ceux qui ont été touchés par la maladie, les familles endeuillées, et les malades trop isolés, et ceux qui ont dû vivre le confinement dans des conditions matérielles difficiles. Mgr de Moulins-Beaufort souhaite que le « *mémorial de l'épidémie* » conduite à « *des investissements indispensables pour que chacun puisse avoir un logement digne, qui puisse lui être une demeure.* »

L'épidémie renvoie inévitablement à la dimension physique de l'épisode traversé: « *Nous avons craint collectivement d'être vic-*

*times du virus et craint d'être porteurs pour les autres.* » L'archevêque de Reims souligne à quel point les Français ont été conscients de l'enjeu, dont il fait une lecture spirituelle, le confinement donnant « *une signification inattendue et bienvenue, plus riche que la seule nécessité d'éviter la propagation de la maladie et de la mort* ». Prudents non seulement pour eux-mêmes et pour les autres, beaucoup se sont montrés solidaires: « *La crainte d'être contagieux a été transmuée en désir de se rendre utile aux autres ou de manifester de la bienveillance et de l'attention au-delà du cercle habituel.* »

C'est aussi le corps et la mort qui étaient au cœur de l'incroyable défi du Covid, l'occasion pour Mgr de Moulins-Beaufort de demander une nouvelle fois et « *solennellement* » que les aumôniers soient associés aux plans d'urgence et non pas refoulés comme « *personnel non indispensable* ». Dénonçant une fois encore « *la tentation de l'euthanasie* », l'archevêque rappelle que « *la mort appartient à l'aventure personnelle de chaque être humain (...). Au moment de mourir, plus d'affection est préférable à davantage de médecine.* »

Le dernier chapitre, le plus long, ouvre résolument les perspectives du « monde d'après »: il est question d'hospitalité. Si le confinement a radicalement appauvri les relations sociales, le besoin de rencontre en sort renforcé: « *Comment les conditions de vie concrètes permettent-elles à tous d'exercer l'hospitalité? (...) Comment nous comportons-nous concrètement dans la "maison commune" qu'est notre planète?* » La question est posée à l'échelle du monde: « *Au sortir du confinement, il est nécessaire de regarder en face le fait des migrations.* » Mais la réponse est aussi politique: « *Je regrette qu'un pays comme le nôtre ne sache pas donner une place à des personnes qui sont au milieu de nous depuis tant d'années.* » Enfin, ce fils d'officier, ancien élève de Sciences-Po Paris, réhabilite « la chose politique » et l'implication individuelle: « *Nul ne peut dire "je suis innocent de la situation des autres". (...) Quelle responsabilité de notre mode de vie assumons-*

« **Nous n'avons jamais réclamé un privilège** »

**EXTRAIT.** « *Il est possible que l'on ne retienne de l'action de l'Église catholique dans ces semaines que la réclamation supposée de retrouver au plus tôt des assemblées liturgiques, "des messes avec assemblée". Ce serait injuste, mais nous assumons ce risque. Nous n'avons jamais réclamé un privilège ou une exemption des règles communes. Nous avons simplement demandé que les règles communes à toute la société s'appliquent à tous les cultes. Comme les branches professionnelles, les cultes en France sont des interlocuteurs possibles pour les pouvoirs publics, capables de s'engager à des mesures sanitaires ou de s'en déclarer incapables. L'interdiction explicite de toute réunion ou rassemblement dans des "établissements de culte" au moment même où les réunions et rassemblements de moins de dix personnes étaient autorisés ne pouvait être conforme au respect de la liberté de culte. La décision du Conseil d'État, le 18 mai dernier, en atteste.* »

nous chacun?» Une interpellation enthousiaste, une ultime invitation, qui s'adresse à tous, et redit la confiance en l'homme: « *La seule vraie force vient de chaque être humain, de notre capacité à tous et à chacun à habiter notre corps, notre maison, et à y donner librement l'hospitalité et goûter la saveur du temps où l'éternité se donne déjà.* » Le monde de demain commence aujourd'hui.

**Christophe Henning**

(1) Le matin, sème ton grain. Lettre en réponse à l'invitation du président de la République, Mgr Éric de Moulins-Beaufort, Bayard/Mame/Le Cerf, 64 p., 5 €.

Suite page 4 ●●●

« **L'élargissement du regard est sans doute la seule manière de sortir par le haut** »

**EXTRAIT.** « *La pensée chrétienne a développé l'idée de bien commun. Il n'est pas la somme des biens communs (système scolaire, système hospitalier, système routier, distribution de l'eau ou de l'électricité, etc.), mais le bien dans lequel tous peuvent être en communion. L'épidémie s'ajoute à la contrainte écologique pour encourager l'humanité entière, tout homme, tout État, toute structure politique à ne pas limiter le bien commun aux seuls intérêts des humains mais à inclure dans sa visée tous les êtres de notre cosmos. L'élargissement du regard est sans doute la seule manière de sortir par le haut des traumatismes provoqués par l'épidémie et le confinement qui a été imposé aux corps sociaux. S'orienter dans une telle direction serait aussi sortir de la course actuelle des sociétés occidentales vers l'accumulation de moyens techniques permettant de transformer toute frustration en droit à faire valoir sur la société. Le corps social n'a pas à satisfaire les désirs de chacun, mais il devrait aider chacun à croire en son rôle propre, malgré ses manques et ses douleurs.* »

« **Le modèle, ce devrait être l'hospitalité** »

**EXTRAIT.** « *Le modèle des relations entre les êtres humains ne devrait pas être le conflit ou la compétition, ni même le commerce. Ce devrait être l'hospitalité. Pour cela, il importe que chacun habite sa maison et habite en lui-même. À l'échelle individuelle comme à l'échelle collective, le modèle du progrès humain ne peut pas être l'extension indéfinie des droits. Il devrait être la croissance dans le don de soi et le service des autres, rendue possible par l'hospitalité mutuelle entre les humains et la maison commune. Il ne s'agit pas là d'une utopie, d'un rêve qui n'a pas de lieu pour se réaliser, mais d'une espérance qui passe par le chemin intérieur de chacun. L'expérience du confinement a peut-être donné quelques clés pour progresser collectivement en ce sens.* »



# Des groupes catholiques réfléchissent à l'après-pandémie

— Alors que s'ouvre un vaste chantier d'analyses et de prospectives en vue de construire le «monde d'après», des catholiques de profils et de compétences divers cherchent à inventer des plateformes pour réfléchir ensemble et faire cause commune.

Comment apporter sa pierre à l'édifice pour reconstruire le «monde d'après»? Cette question, bon nombre de chrétiens engagés se la posent, souhaitant contribuer aux réflexions qui commencent pour renouveler en profondeur les structures et les schémas qui gouvernent l'économie, la finance, l'industrie, la politique, l'hôpital ou la recherche scientifique.

«Une société à reconstruire, engageons-nous!» sera justement le thème des Semaines sociales de France (SSF), du 27 au 29 novembre prochain, autour de huit thématiques (logement, éducation, travail, santé, démocratie...), en vue de faire «des propositions institutionnelles, adressées aux dirigeants, et personnelles afin que chacun se sente concerné», explique Dominique Quinio, présidente des SSF. Choisi bien avant le début de la pandémie, ce thème «se trouve désormais éclairé d'une autre manière», poursuit-elle, en rappelant que les SSF recensent sur leur site un certain nombre de propositions, en lien avec leurs habituels partenaires du catholicisme social et plusieurs diocèses.

Certes, rappelle le père Frédéric Louzeau, directeur du Pôle de recherche du Collège des Bernardins à Paris, «l'Église catholique n'a pas



Une manifestation du CCFD-Terre solidaire qui veut promouvoir la solidarité internationale et l'écologie intégrale. Marta Nascimento/REA

vocation à organiser la société car la Révélation divine ne consiste pas à donner aux hommes les clés de leur organisation». Toutefois, insiste Michel de Virville, directeur honoraire du Collège des Bernardins, «ceux qui réfléchissent à l'intelligence de la parole de Dieu devraient pouvoir montrer comment sont engagées des questions spiri-

tuelles dans les choix de société». Ainsi, le pôle de recherche des Bernardins invite ses partenaires à faire un «examen de conscience» portant sur le passé : «Quelles sont les causes profondes des symptômes observés?», sur le présent : «Que faire aujourd'hui pour guérir les erreurs du passé et fonder un monde plus juste? Quelles options fondamentales et directions prioritaires doit-on prendre dès maintenant?», et sur l'avenir : «Quelles sont les lignes d'orientation et d'action dans lesquelles une espérance raisonnable peut s'incarner et se partager?»

Autant de questions que se posent les Entrepreneurs et dirigeants chrétiens (EDC), en vue de réunir une plateforme avec d'autres réseaux d'entrepreneurs pour travailler sur l'économie de demain. En cette période de mutation, il y a urgence, estime Philippe Royer, président des EDC, à ce que «les civils, notamment les entrepreneurs qui ont l'habitude de traiter les incertitudes, s'engagent pour ne pas laisser les institutions revenir au monde d'avant».

Être acteur dans ce contexte suppose, selon Philippe Royer, d'«intégrer trois axes: celui du bien

**Le pôle de recherche des Bernardins invite ses partenaires à faire un «examen de conscience» portant sur le passé.**

commun», en tenant compte de l'inclusion des plus fragiles et du respect de la planète; celui de «la subsidiarité locale», pour renforcer la décentralisation et le pragmatisme; et «celui de l'émerveillement», en visant l'amélioration du monde. Pour Jérôme Vignon, ancien président des Semaines sociales de France, de tels regroupements entre acteurs chrétiens sont d'autant plus indispensables que, dans les mois à venir, «les chrétiens dans les corps intermédiaires devront être facteur de solidarité sur les orientations politiques des budgets publics et sur le rôle des collectivités territoriales, afin de permettre une plus grande attention à ceux qui souffrent».

Conscient de cette urgente nécessité à faire cause commune

pour le monde d'après, le CCFD-Terre solidaire a récemment publié une tribune (1) pour rappeler sept grandes valeurs tirées de l'Évangile, de la doctrine sociale de l'Église et de *Laudato si'*. Avec la trentaine de mouvements et de services catholiques qui lui sont associés, le CCFD va décliner ces sept valeurs pendant les deux mois à venir, «en se demandant pour chacune ce qui est en arrière-fond», explique sa présidente Sylvie Bukhari de Pontual. En vue de faire «le choix de la solidarité internationale et de l'écologie intégrale».

De fait, c'est en couplant engagements écologique et social que, selon le Centre de recherche et d'action sociales (2), le monde pourra faire face à «la récession violente imposée par la pandémie». Faute de quoi, s'inquiète l'équipe du Ceras, «d'autres crises financières, climatiques, sociales et démocratiques, adviendront, pires encore».

**Claire Lesegretain**

(1) Consultable sur le site de Radio France internationale.

(2) «Face aux crises, ouvrir un chemin de conversion radicale» sur <https://www.doctrine-sociale-catholique.fr/la-doctrine-sociale-en-debat>

«N'y a-t-il pas là une piste pour réfléchir au fait de la migration?»

**EXTRAIT.** «Le caractère universel de l'épidémie et de la réaction qu'elle a suscitée renforce la nécessité de regarder notre humanité comme une unité. Chaque peuple a pu lutter contre l'épidémie parce que tous les peuples l'ont fait aussi. Mais aussi tous les peuples ont été touchés par l'épidémie ou auraient pu l'être sans qu'il soit possible de désigner un coupable initial. Car la propagation si rapide n'a pas été due à la méchanceté de certains mais à la variété des échanges entre humains en notre temps. N'y a-t-il pas là une piste pour réfléchir au fait de la migration? Au nom de quoi certains seraient-ils assignés à un lieu sur cette terre où ils ne peuvent réunir les conditions leur permettant de vivre? Ne peut-on pas «se serrer pour leur faire de la place»? À quelles conditions pourrait-on le faire, sans reproduire à grande échelle la promiscuité du métro parisien? Peut-on les aider à rester dans leur pays d'origine, toute la terre devant être peuplée. Mais alors comment les aider à acquérir les moyens d'y vivre?»